

dustries pour compenser les mauvais résultats de récoltes manquées.

Ayant dit que le principal élément de la prospérité d'un pays agricole comme le nôtre se trouve dans les produits de la ferme, en examinant avec soin nos désastres commerciaux, j'en arrive à la conclusion que l'on ne donne pas chez nous à l'agriculture tous les soins qu'on devrait lui donner.

AGRICULTURE

Cette ressource précieuse de notre richesse est depuis longtemps négligée et abandonnée à elle-même ; de fait, les méthodes de culture n'ont pas changé, n'ont pas fait un pas depuis cinquante ans.

Les cultivateurs de la Province en général ne comptent absolument que sur une seule ressource : les uns sur les grains, les autres sur le foin ; et si leur récolte vient à manquer, tout leur manque.

L'expérience des deux ou trois dernières années a démontré l'imprévoyance et la folie de cette manière d'agir les conséquences ont été désastreuses pour un grand nombre d'entre eux.

Pour tirer l'agriculture de cette condition de stérilité, il est temps que l'on se mette résolument à l'œuvre, que le département provincial de l'agriculture inaugure des réformes et s'applique à inculquer aux cultivateurs des principes de culture améliorée. Il serait beaucoup plus avantageux d'adopter la méthode de culture mixte ; cette culture a parfaitement réussi dans Ontario et au Nord-Ouest où elle est pratiquée généralement et où on l'a trouvée plus profitable à cause de la variété des ressources qu'elle offre aux cultivateurs ; on devrait insister sur ces avantages et persuader à nos cultivateurs de diriger leurs efforts et leur énergie de ce côté.

Qu'on encourage par exemple l'élevage des animaux et l'industrie laitière. Les produits de ces deux industries trouvent constamment un marché en Angleterre ; voilà une réforme qui peut être accomplie immédiatement et qui permettrait aux cultivateurs d'améliorer leur situation, si elle est acceptée, et d'équilibrer leur budget au moyen de la vente de ces produits, quand la récolte de grains aura manqué.

Pour se rendre compte des progrès accomplis dans cette direction et des vastes bénéfices qu'en retire la Province, un coup d'œil jeté sur le tableau de nos exportations il y a dix ans et de celles d'aujourd'hui, fera comprendre l'immense ressource, que ces deux industries ajoutent aux revenus des cultivateurs par la culture mixte, et l'immense intérêt que prend le commerce du pays à l'amélioration des méthodes de culture. Il y a dix ans en 1879, la valeur des exportations de fromage était de \$3,700,000, celle des exportations de beurre de \$2,100,000, tandis que nos exportations de l'année dernière ont été, fromage, \$9,500,000, beurre, \$1,125,000. Mais il faut nous rappeler, que dans ce temps immense progrès de l'industrie laitière, la part qui revient à la province de Québec est si petite que l'on aurait honte de la mentionner.

MARCHANDISES SECHES

L'état déplorable de cette chambre très importante de notre commerce de nouveautés ne fait qu'empirer.

Tout négociant désireux de parvenir doit pour cette fin appuyer son commerce sur de bons principes en affaires, c'est-à-dire : il doit acheter avec jugement, vendre à un profit raisonnable, effectuer promptement la rentrée de ses crédits et régler ses dépenses sur ses revenus. C'est pour avoir négligé ou ignoré ces principes, qui sont la base fondamentale du succès, qu'un si grand nombre de marchands dans cette ligne ont fait faillite ; et les marchands devraient en tenir bon compte. Au lieu de cela, il semble qu'on recherche en principe tout ce qui est directement opposé au succès, car les ventes sont faites sur une très petite marge de profits et les dépenses encourues pour la vente, avec le système actuel de commis-voyageurs, sont grandes. On donne des crédits illimités et l'on se charge d'immenses stocks qui grossissent le compte des intérêts à payer.

Le résultat de ce dédain des principes se font ressentir sévèrement par ceux qui y ont été prêts leurs concours et je suis persuadé que bien peu de marchands dans les nouveautés ont pu réaliser quelques profits sur les opérations de l'année.

Tout le monde convient de la nécessité de changer le système d'achat et de vente, et il faudra que ce changement se produise tôt ou tard si l'on veut relever le commerce de nouveautés du marasme où il est tombé ; mais quoique confrontés par les désastreux résultats de ce système tels que vient de le constater leur inventaire, les marchands et les manufacturiers ne paraissent pas encore décidés à agir immédiatement afin de prévenir de nouveaux désastres.

EPICERIES

Dans cette ligne, le volume des transactions a diminué ; mais la concurrence ayant été moins vive, les bénéfices réalisés ont été plus satisfaisants. Quoique de grosses pertes aient été éprouvées, le général est passable, à l'exception toutefois du commerce de la campagne qui est dans un état déplorable ; les épiceries sont satisfaites de l'exercice, quoique leurs premières espérances n'aient pas été réalisées.

CHAUSSURES

La statistique des faillites constate pour cette ligne seule une augmentation de \$900,000 dans le passif de cette industrie pendant l'année dernière. Cela n'a surpris personne, car on savait la situation mal équilibrée ; trop de concurrents se disputaient la clientèle, et la crise emporté ceux qui n'ont pu résister à cette concurrence. On s'atten-

dait à une éruption dans cette ligne, mais les anticipations cependant ne laissaient point prévenir un état aussi alarmant.

BOIS ET METAUX

La construction dans la ville a été très active l'année dernière ; des bâtisses d'une valeur considérable ont été construites, et la perspective pour l'année prochaine est encore excellente. Cependant une grande prudence devra être exercée dans l'ouverture des crédits accordés aux constructeurs qui bâtissent en spéculation et qui, pour cette fin, sont forcés d'emprunter largement. Un revirement brusque dans le courant de la prospérité sur lequel ils ont basé entièrement leurs espérances pour arriver avec succès, ferait sombrer leur barque et produirait de nombreux sinistres.

IMMEUBLES

Les placements sur propriétés dans la ville, par les capitalistes, ont été considérables pendant l'année, et les prix sous la pression d'une demande active se maintiennent à la hausse ; l'augmentation cependant de la valeur immobilière se fait graduellement, ce qui laisse à espérer que son impulsion n'est due qu'à une demande saine pour des fins légitimes.

Dans la situation actuelle de la finance, l'argent est difficile et les fonds disponibles sont rares. Rien dans un avenir prochain ne paraît devoir apporter un soulagement à cet état actuel d'oppression. Les billets de banques n'étant pas requis pour le mouvement des récoltes, retournent aux banques d'émission par le canal des succursales, et une diminution de l'encaisse métallique des banques pour cette cause durant les trois derniers mois, a eu lieu. Les avances nouvelles à terme sont suspendues entièrement, et il ne serait point sage pour les institutions financières de permettre une plus forte diminution de leurs fonds.

Il est bien difficile de prévoir quelle va être la situation future du marché monétaire ; mais on doit s'attendre à ce que les taux d'intérêt vont se maintenir dans les prix élevés pendant l'année qui commence et à ce que le marché monétaire devienne encore plus difficile, car le manque de récoltes a appauvri notre pays de plusieurs millions de piastres. Une hausse dans le prix du foin qui pourrait soulager le marché en stimulant l'exportation, mais l'amélioration ne serait guère que nominale.

Les marchands devront donc régler la finance de leurs maisons sur ses attentes, et afin de renforcer leurs positions, ils devront éviter d'acheter au-delà de leurs besoins immédiats, diminuer la longueur de leurs crédits et retrancher sur leurs dépenses personnelles, et ce, afin d'être en mesure de pouvoir faire face à tous les événements et à tout changement ou perturbation qui pourrait se produire dans le marché monétaire.

L'énergie du négociant désireux de réussir dans ces affaires doit donc se concentrer sur la prompte collection du produit des ventes. Plus court est le crédit, plus facile est la collection ; et plus les détails accordés aux débiteurs sont longs plus la collection en sera difficile. Les marchands ne doivent pas perdre de vue, que l'achat ou la vente à long terme, portant avec eux des germes malsains qui, tôt ou tard se développeront à leur détriment. Evidemment nous ne pouvons nous attendre à voir les affaires entièrement faites au comptant ; nous savons que tous les marchands sont obligés de vendre à crédit et de porter un certain montant de créances ; mais l'art de ne faire crédit qu'à bon escient, de ne pas laisser un client s'endetter de plus qu'il ne peut payer, est malheureusement peu connu dans le commerce. Trop souvent l'ambition d'augmenter le chiffre de ses affaires entraîne le négociant à accepter des risques très hasardeux, pour le simple plaisir de voir dans ses livres figurer des bénéfices qui seront probablement anéantis par la faillite de ceux à qui on a ainsi fait crédit, et c'est ainsi qu'on peut expliquer un grand nombre de faillites.

La condition générale des affaires n'est pas satisfaisante actuellement ; la perspective de l'avenir prochain ne fait pas prévoir un prompt retour à l'activité du commerce et il faut s'attendre à voir la stagnation actuelle se prolonger pour quelque temps encore.

Dans les villes où de fortes sommes doivent être employées en travaux publics ou dans l'industrie privée, on verra peut-être au printemps un peu plus d'activité dans les affaires ; en effet, nous avons quelques raisons de prévoir que les classes ouvrières auront du travail à des prix rémunérateurs, d'autant plus que les diverses manufactures emploient leur plein contingent d'ouvriers et ont devant elles de fortes demandes à remplir. Mais les détailliers de la campagne, dont la clientèle de cultivateurs se trouve dans une complète pénurie par suite de la mauvaise récolte et des bas prix des grains, auront un dur moment à passer en attendant qu'une nouvelle récolte vienne améliorer leur sort. Car comme je le faisais remarquer tantôt, nous ne voyons rien dans l'avenir, sauf la hausse probable du prix du foin, qui puisse faire refluer l'argent chez les cultivateurs et rendre un peu plus aisée la pénible situation où ils se trouvent actuellement.

Après que M. Bousquet eût repris son siège au milieu des marques les plus flatteuses d'approbation, M. le maire Grenier, président, dit que si quelques-uns des actionnaires avaient besoin de quelques explications, il était prêt à les donner. Il est d'usage, dit-il, dans les assemblées d'actionnaires, que le président, secondé par le vice-président ou un des directeurs, propose l'adoption du rapport ; pour nous, nous préférons laisser cela aux actionnaires et j'inviterai quelqu'un de ces messieurs à faire cette proposition.

M. Grenier ajouta ensuite quelques mots de sympathie et de regrets pour M. P. M. Galarnau, un des anciens directeurs de la banque, décédé l'été dernier.

M. John Crawford se lève alors et dit qu'il était heureux de proposer secondé par M. Louis Armstrong, l'adoption du rapport ; il demande seulement que le rapport des directeurs et celui des auditeurs soient mis au vote séparément.

M. le président ayant accepté cette suggestion, le rapport des directeurs fut adopté à l'unanimité.

M. Evans ayant demandé quelle était la situation relative des propriétés foncières de la banque cette année et l'année dernière, M. Bousquet répondit que le montant des propriétés foncières avait fort peu varié, mais que les hypothèques, de \$92,000 en 1889, étaient descendues cette année à \$87,000.

M. Morrisson proposa ensuite, secondé par M. Louis Armstrong que le rapport des auditeurs fut adopté.

Sur cette motion, M. Nolan Delisle, un des auditeurs, après avoir expliqué que par suite de l'élection de M. Moïse Branchaud à la charge de directeur, il s'était trouvé seul, avec M. P. P. Martin, à faire l'audition des livres, se déclare parfaitement satisfait de la manière dont la comptabilité de la banque a été tenue : il fit de plus, la remarque que, après avoir vérifié les valeurs composant l'actif, il avait trouvé que les directeurs ne les évaluaient pas assez haut, mais que, comme le leur avait dit M. Bousquet, il valait mieux être trop sévère que pas assez et courir la chance de faire rentrer des créances considérées comme mauvaises plutôt que de perdre des créances évaluées comme bonnes.

M. P. P. Martin corrobore entièrement les remarques de M. Delisle.

Après de ces évaluations et des réductions faites pour pertes probables, M. le président fit remarquer que, les pertes éprouvées portaient presque toutes sur d'anciennes affaires, tandis que les nouvelles affaires n'avaient donné que peu de pertes tout en faisant réaliser de bons profits.

M. Crawford déclare que, si M. le maire Grenier et les directeurs voulaient donner une garantie raisonnable que la banque donnerait, pendant dix à quinze ans, des résultats aussi favorables, il garantirait que le cours des actions, au lieu d'être au pair, monterait bientôt à 200.

M. Grenier répondit que lui et les directeurs feraient tout leur possible pour satisfaire M. Crawford sur ce point.

Après quelques mots de M. Morrisson, faisant ressortir combien il est extraordinaire que l'actif de la banque ait été évalué au-dessous de sa valeur, tandis que c'est le contraire qui se voit partout ailleurs, le rapport des auditeurs fut adopté à l'unanimité.

M. Delisle fit remarquer que le local occupé actuellement par les bureaux de la banque est devenu trop étroit par suite de l'augmentation des affaires et qu'il serait désirable, si l'on pouvait avantageusement disposer de la bâtisse actuelle d'acheter ou de bâtir un édifice plus en rapport avec l'importance de la banque. M. Grenier promit que cette suggestion serait prise en considération.

Sur motion de M. John Crawford, secondé par M. J. Y. Gilmour, MM. Nolan Delisle, P. P. Martin et Louis Armstrong furent élus auditeurs pour l'exercice 1890-91.

M. Morrisson proposa ensuite, secondé par M. Crawford, un vote de remerciement au président, aux directeurs et au gérant de la banque, et M. Grenier répondit à cette motion au nom de ses collègues.

Puis l'assemblée s'est ajournée.

L'HOMME D'INTERIEUR

La femme d'intérieur est un oiseau rare, — mais on suppose un oiseau plus rare encore, c'est un homme d'intérieur.

Qu'est-ce qu'un homme d'intérieur :

Un homme d'intérieur n'est pas un homme qui fait de la tapisserie aux pieds de sa femme, qui dirige les menus, écrit les invitations, qui remonte les lampes et règle les pendules. Nous appelons homme d'intérieur celui avec qui nous voyons le même spectacle, avec qui nous admirons le même tableau ou le même paysage, celui qui nous fait une vie intellectuelle et morale à côté de la sienne ou plutôt dans la sienne, celui qui nous associe, sinon à toutes ses occupations, du moins à tous ses loisirs, et qui ne garde par conséquent, aucun goût, aucun plaisir, aucun intérêt de cœur ou d'esprit qu'il ne veuille pas ou ne puisse pas nous faire partager ; l'homme enfin qui, en se mariant, verse franchement tous ses fonds dans son ménage, sans aucune réserve égoïste. Soyez cet homme là et vous attacherez votre femme au foyer en vous y attachant vous-même, et votre foyer ne sera pas seulement dans votre maison, vous l'emporterez avec vous comme un autel domestique. Il sera partout où vous serez avec elle ; il sera dans son cœur et dans le vôtre, partout où vous confondrez dans une affectueuse intimité vos pensées, vos impressions, vos enthousiasmes, vos croyances, votre charité.

OCTAVE FEUILLET.